

Point 16 – "Campus Nantes" - Schéma de développement enseignement supérieur et recherche métropolitain - Approbation

Groupe communiste – Robin SALECROIX (Nantes)

Madame la Présidente, chers collègues,

Ce schéma qu'il nous est proposé d'adopter aujourd'hui constitue un enjeu stratégique fondamental pour notre territoire et ses habitants. L'enseignement supérieur et la recherche constituent en effet une compétence fondamentale de notre communauté.

Le groupe communiste partage la priorité de construire une stratégie lisible et cohérente autour d'un projet fédérateur qu'est le plan campus Nantes. Donner une vision à moyen et long terme du développement de l'enseignement supérieur, placer Nantes Métropole à l'initiative de cette démarche, programmer nos investissements, et construire une politique publique métropolitaine cohérente avec les orientations des autres collectivités me semble essentiel.

En cela je souhaitais souligner l'importance de renforcer l'attractivité de l'ESR (Enseignement supérieur et recherche) métropolitain, son développement notamment à travers l'innovation, et le soutien à la vie étudiante et aux développements des services aux étudiants.

Ce schéma insiste et c'est son point fort, sur les grandes orientations, notamment en termes d'aménagement du territoire et de politique de site. Il semble cependant prioritaire d'insister plus particulièrement sur l'un de ces axes : la vie étudiante. Les étudiants, leurs professeurs, et les salariés qui les accompagnent au quotidien représentent une population active, créative et inventive, véritable chance pour notre intercommunalité.

Forts de plus de 40.000 étudiants répartis sur les différents sites, tout l'enjeu des années à venir sera de parvenir à l'épanouissement et l'intégration toujours plus poussée de ceux-ci

au sein de la vie de notre cité. En cela, la réponse aux besoins des étudiants doit être envisagée dans toute sa transversalité. Parlons clair, quand j'évoque cela, je pense aux enjeux du logement, il nous faudra en ce domaine poursuivre l'effort de construction et donc augmenter l'offre à leur destination avec des tarifs modiques. En effet, l'enseignement supérieur est aujourd'hui au cœur d'une grande problématique qui rejaille sur l'ensemble de la société :

Il s'est massifié c'est certain mais sa véritable démocratisation se fait chaque jour un peu plus attendre. Preuve en est les enfants de milieux favorisés (cadres supérieurs...) ont deux fois plus de chances d'accéder au supérieur que les enfants d'ouvriers.

En cela notre collectivité en partenariat avec l'Etat doit porter toute son attention sur ces questions de l'habitat mais également de transport, avec une révision désormais urgente des tarifications sociales. L'attractivité de notre métropole en termes d'ESR sera également liée aux autres enjeux que sont ceux d'accès à la santé, aux sports ou à la culture pour tous. Nous, métropole, et chacune des communes qui la compose devront porter toute notre attention sur les réponses à apporter aux étudiants actuellement en première ligne face à la précarité.

Dans ce contexte, je souhaitais attirer l'attention de notre assemblée sur les politiques aujourd'hui à l'œuvre au niveau national. Dans la droite ligne des lois LRU 1 et 2, la Loi Fioraso est loin d'être à la hauteur des exigences de la période. En effet le jeu de l'offre et de la demande renforcé par les désengagements de l'Etat va engendrer la concurrence entre universités qui vont devoir accentuer leur rentabilité afin d'attirer les éventuels financements.

La dure réalité est chaque jour plus révélatrice des problèmes financiers subis par les étudiants et salariés ; suppressions de filières et de postes, TD surchargés, budgets contraints et in fine conditions d'études nivelées par le bas. . Le résultat est sans appel, depuis 2010, l'Université de Nantes, comme bien d'autres, accumule les déficits. Ce qui a même conduit en avril 2013, à l'attribution dans l'urgence de subventions exceptionnelles par Nantes Métropole et la Région, et conduit l'université vers un plan de redressement,

avec le gel des effectifs, suppression de cours et le ralentissement de certains projets de recherche. Le groupe communiste ne se résout pas à constater les désengagements de l'état en la matière. L'enseignement supérieur doit être une priorité. Il s'agit de l'avenir de notre pays et de sa jeunesse ! Les moyens existent, encore faut-il aller les chercher dans la finance et la spéculation !

En bref, nous partageons les ambitions de ce plan « Campus Nantes » bien qu'il s'inscrive dans un cadre économique national que nous déplorons et souhaitons voir se développer des politiques publiques transversales ambitieuses pour répondre aux besoins des étudiants fragilisés par le contexte économique actuel.

Je vous remercie de votre attention.